

Le protectionnisme grignote des parts de marché

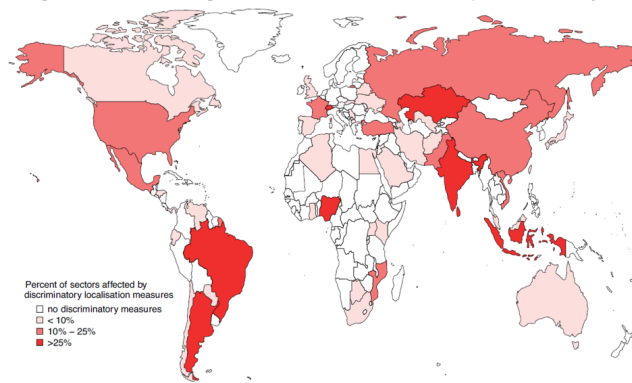
Alors que le commerce mondial stagne, le nombre de mesures protectionnistes a fortement augmenté dans le monde. Pour une petite économie ouverte comme la Suisse, cela ne présage rien de bon. Une libéralisation accrue est nécessaire, au lieu d'un cloisonnement et d'une distorsion du marché.

Le ralentissement des échanges mondiaux observé actuellement n'annonce rien de bon, surtout lorsque la stagnation dure depuis 15 mois environ. Et certainement pas pour une petite économie ouverte comme la Suisse, où la part du commerce extérieur représente 57% du PIB (produit intérieur brut). Je suis particulièrement préoccupée par le fait que nous assistons simultanément à une multiplication excessive des mesures protectionnistes. Comme l'économiste Simon Evenett de l'Université de St-Gall l'explique dans son dernier Global Trade Alert, plus des trois quarts de ces mesures sont engagés par les vingt principales nations industrialisées. Bon nombre d'entre elles sont des importants débouchés des firmes helvétiques.

Malheureusement, ces évolutions aussi préoccupantes ne sont pas nouvelles. Avec la stagnation du commerce mondial, elles se sont cependant encore accentuées considérablement. Simon Evenett parle d'une augmentation de 50% par rapport à 2014. Lorsque les parts de marché n'augmentent plus, chacun s'efforce de défendre sa part de gâteau avec d'autant plus de détermination. Dans ce contexte, défendre signifie notamment: une politique industrielle interventionniste, des actions de promotion commerciale ou des subventions, un relèvement des droits de douane, l'application du principe «acheter local» sur les marchés publics ou, encore, un durcissement des règles d'origines. La Suisse est aussi touchée régulièrement par de telles mesures.

Les règles de localisation – plus strictes – nettement plus nombreuses – constituent un défi de taille pour les entreprises suisses. La Suisse fait en outre partie du petit groupe de pays les plus touchés par de telles mesures. Sur le long terme, notre industrie d'exportation sera pénalisée si certains partenaires commerciaux souhaitent toujours moins partager leur part de gâteau avec la Suisse. En même temps, on peut imaginer que les entreprises délocalisent davantage leur production vers les marchés cibles ou n'effectuent plus, à l'avenir, des investissements en Suisse, mais dans d'autres pays.

Since the global economic crisis began localisation measures have been implemented in every continent.



Source: Global Trade Alert, June 2016.

Part des secteurs économiques par pays concerné par des règles de localisation plus strictes (source : Global Trade Alert).

Pour l'industrie d'exportation suisse, cette évolution doit impérativement s'inverser: une libéralisation des échanges est nécessaire au lieu d'un cloisonnement et d'une distorsion du marché. Les accords de libre-échange peuvent également offrir une protection contre certaines mesures protectionnistes. Avec leurs produits innovants de haute qualité, les entreprises suisses ne pourront en effet s'imposer face à la concurrence internationale que sur des marchés ouverts.

P.S.: la Suisse contribue elle aussi au renforcement du protectionnisme dans le commerce mondial – par exemple avec son marché agricole fortement subventionné et cloisonné.

Accès direct aux marchés mondiaux



En tant que nation exportatrice, la Suisse a besoin d'un accès facilité aux marchés étrangers. Accords de libre-échange et accords bilatéraux fixent le meilleur cadre possible à cet égard.